

... intervenir au Rwanda. Ce qui impliquerait que des soldats français côtoient, sur le terrain, la malfamée division spéciale présidentielle (DSP) d'un chef d'Etat boycotté par la France et interdit de séjour sur son territoire...

2. Dans quels délais et avec quel mandat? L'armée française, « sous réserve de feu vert politique », travaille sur le scénario suivant: l'envoi, depuis la métropole, de « deux mille soldats professionnels qui, équipés de chars légers, pourraient être déployés d'ici deux semaines » en transitant par... le Zaïre. L'échéance d'intervention est cependant moins militaire que politique. Elle sera, d'une part, fonction des autres participations et, d'autre part, du mandat de l'ONU. Le Conseil de sécurité devrait en effet sanctionner par son vote l'initiative et, par ailleurs, en préciser les « règles d'engagement »: au chapitre VI (maintien de la paix avec possibilité d'autodéfense) ou au chapitre VII (imposition de paix, avec mandat offensif) de sa charte. Il y a deux mois, l'ONU - avec le consentement de la France - avait refusé de changer le mandat actuel - passif - en un mandat offensif, en raison de l'échec de l'opération somalienne. 2 000 Casques bleus ont alors été retirés du Rwanda, « afin de ne pas subir des pertes ».

3. Peut-on transférer des Casques bleus de la Somalie au Rwanda? C'est sans précédent, mais, logiquement, l'opération raccourcirait les délais de déploiement. Il faudrait, cependant, que les pays ayant contribué avec un contingent à l'armée de l'ONU en Somalie (actuellement 18 000 hommes) soient d'accord. Une requête en ce sens pourrait être adressée au Ghana

et au Zimbabwe, par exemple, tous deux présents à Mogadiscio et prêts à s'engager au Rwanda. Il faudrait ensuite organiser le transfert des troupes et, aspect souvent négligé, aussi les instruire de leur nouvelle mission. « On n'intervient pas de la même façon dans un pays désertique face aux différents clans qu'au "pays des mille collines", entre Hutus et Tutsis », a expliqué hier un membre du département de l'ONU pour les Opérations de maintien de la paix à New York. Aussi, techniquement faisable, la rotation des Casques bleus en Afrique de l'Est paraît politiquement peu probable, même si elle convient aux Américains qui, de façon de plus en plus pressante, veulent mettre un terme à l'opération « trop coûteuse » de l'ONU en Somalie.

4. Une intervention humanitaire ou politique? Officiellement, qu'elle soit montée entre Européens seuls ou avec des concours africains, depuis le Vieux Continent ou à partir de Mogadiscio, il s'agit d'une opération « purement humanitaire » et à durée limitée, « pas plus de deux mois »: le temps pour qu'arrive, enfin, les 5 500 Casques bleus supplémentaires dont l'envoi au Rwanda a été voté par le Conseil de sécurité de l'ONU. Outre la protection des civils par la création de « zones de sécurité » ou par son déploiement en tant que force d'interposition, le contingent intérimaire devrait imposer l'embargo sur les livraisons d'armes et « faciliter » des négociations. Comme l'a expliqué Alain Juppé: il devrait ouvrir pour la reprise du dialogue, « quelle que soit la situation militaire ». Ce qui, déjà, constitue une prise de position politique...

S. Sm.

Six cents Tutsis délivrés par les rebelles

Une opération du FPR a libéré les Tutsis réfugiés dans la paroisse Saint-Paul à Kigali. Pendant ce temps les combats ont redoublé de violence.

Kigali, envoyé spécial

Le Front patriotique rwandais (FPR) a réussi hier une spectaculaire mission de sauvetage de plus de 600 réfugiés tutsis terrés depuis plus de deux mois à la paroisse Saint-Paul, au cœur de la zone de Kigali encore entre les mains des forces gouvernementales. Cette opération intervient deux jours après l'enlèvement par des miliciens hutus de 53 jeunes tutsis dont tous les observateurs s'accordent à dire qu'ils ont été, depuis, exécutés.

Il est un peu plus de 3 heures du matin lorsqu'un commando rebelle de 30 hommes parvient, après avoir franchi les lignes ennemies, à la clôture de l'église. Le gendarme de faction est tué à l'arme blanche et les barbelés sont rapidement sectionnés. A l'intérieur, les soldats du FPR rassemblent les familles et dirigent les rescapés vers la brèche dans la clôture. Des collines avoisinantes, les tirs d'artillerie rebelle redoublent d'intensité. Contrairement aux précédentes offensives qui avaient pris pour cible le quartier sud de Nyamirambo, c'est ce matin sur Kacyiru, au nord, et le centre-ville que les rebelles concentrent leurs tirs, deux zones où sont installés de forts contingents des forces armées rwandaises. La diversion est efficace, et les gouvernementaux tentent aussitôt une riposte sur

les positions rebelles. Profitant de la confusion, la colonne de réfugiés gagne la vallée. Hier en début d'après-midi, ils ont gagné le camp de réfugiés de Kabuga, situé à quinze kilomètres à l'est de la capitale. Ils retrouvent les anciens réfugiés de l'église de la Sainte-Famille évacués ces derniers jours sous escorte des Casques bleus de la mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar).

Au lever du jour, alors que les échanges de tirs d'artillerie ont gagné le camp de la garde présidentielle, les premiers bilans de la nuit sont moins flatteurs. Le FPR, en bombardant les positions gouvernementales dans le centre-ville, a touché la Sainte-Famille où sont toujours entassés quelque 3 500 réfugiés. L'obus a percé le toit et fait, de l'aveu d'un major de l'armée rebelle, « une quarantaine de morts et autant de blessés ». A l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les corps affluent. A l'intérieur du bâtiment, dans les jardins, une centaine de corps sont allongés à même le sol. « Nous avons reçu plus de 200 blessés depuis le début des combats », témoigne Philippe Gaillard, le délégué du CICR au Rwanda. « Ici, on reçoit tous les blessés », explique-t-il, et on ne questionne pas les gens sur leur origine ». Civils de la Sainte-Famille,

soldats et miliciens de Nyamirambo et du Nord, tous sont mélangés. Devant l'hôpital, une centaine de gisants trempe dans leur sang, étendus sur une bâche blanche posée sur le terre-plein où s'affaïent quelques infirmières.

Dans la cour, Gilbert, un de Médecins sans frontières, s'inquiète du niveau de kérosène. « Notre générateur va tomber en panne, et on ne peut déjà plus stériliser le matériel ». Les deux blocs opératoires fonctionnent depuis le milieu de la nuit, et l'équipe d'infirmiers et de chirurgiens n'a pas pris la moindre pause.

A quelques mètres de l'hôpital, les forces gouvernementales ont installé leurs batteries de tir. « J'ai dit au sergent-major que s'il ne reculait pas sa position, je ne soignerais plus les blessés », raconte un chirurgien qui a finalement obtenu gain de cause. Les rebelles sont plus discrets sur leurs victimes et sur les blessés au cours des combats. « Ils sont venus jeudi à l'hôpital du roi Fayçal, explique un membre de Pharmaciens sans frontières, ont forcé le barrage des Casques bleus tunisiens et ont pillé tout le matériel chirurgical. Ils savaient qu'ils allaient lancer cette offensive et voulaient monter un hôpital de campagne ».

Dès la nouvelle du sauvetage par les rebelles du FPR des 600 réfugiés de la Sainte-Famille, les miliciens hutus ont entrepris une expédition punitive contre les réfugiés de l'hôtel des Mille Collines. Il est 12 h 45 lorsqu'une trentaine d'Interahamwes, armés de Kalachnikov et de machettes, surgissent à l'intérieur de l'établissement. Quatre Casques bleus tunisiens, membres du contingent armé de la Minuar, tentent une vaine opposition. Dans l'hôtel, la panique gagne rapidement les étages. Il y a à là des réfugiés zairois abandonnés par leur ambassade lors de l'évacuation des étrangers au mois d'avril, six observateurs militaires des Nations unies sans arme, et de nombreuses familles rwandaises, en majorité d'ethnie tutsie, dont une soixantaine de membres du personnel des agences humanitaires ouésiennes. Aussitôt, des coups de feu retentissent dans l'enceinte de l'hôtel. Les Casques bleus sont maintenus à l'extérieur. « C'aurait été une folie que de leur tirer dessus », commentait hier un officier des Nations unies furieux de ne pouvoir intervenir. « Notre mandat nous permet juste de regarder des milliers d'innocents se faire massacrer ».

A la demande du général Romeo Dallaire, commandant de la Minuar, le chef d'état-major des forces armées rwandaises, Augustin Bizimungu, intervient. Il parvient à faire partir les miliciens. Selon le porte-parole de la Minuar, le major Jean-Guy Plante, l'attaque des miliciens n'a « fait ni morts ni blessés ». Reste à déterminer si des réfugiés ont été enlevés.

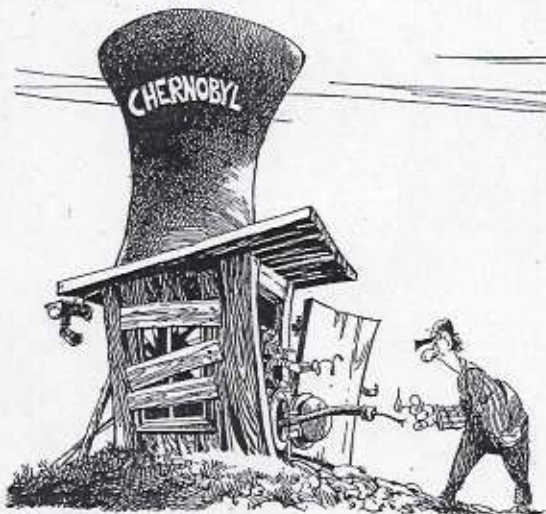
Les observateurs militaires des Nations unies aussi étaient en deuil hier. Un convoi parti le matin en observation vers la ville de Rubengeri, dans le nord-ouest du pays, a été attaqué au lance-roquettes par les soldats du FPR. Le major uruguayen Juan Sossa est mort des suites de ses blessures et son homologue du Bangladesh est sérieusement blessé. Tous deux ont été évacués hier soir par avion vers le Kenya. « Nous n'avons pas reçu de demande d'autorisation pour ce convoi », a simplement commenté hier soir un officier rebelle. A la tombée de la nuit, après une pause de quelques heures, les combats ont repris à Kigali.

Alain FRILET

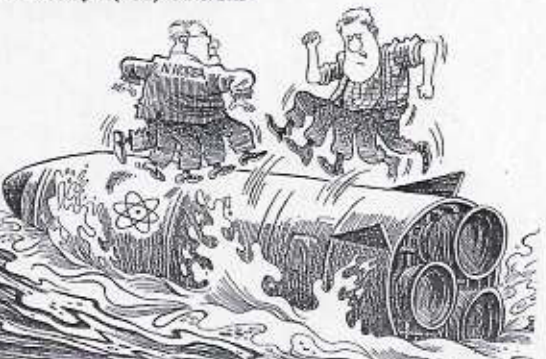
L'ACTUALITE CROQUEE



Mandela s'habille aux couleurs de la réconciliation nationale. Tachydromos (Athènes) • GRECE



Ukraine: les réacteurs de Tchernobyl remis en marche. Klassekampen (Oslo) • NORVEGE



Corée du Nord: la crise nucléaire fait du surplace. Lianhe Zaobao (Singapour) • SINGAPOUR